

Les députés burundais s'opposent à l'envoi d'une mission de paix

Le Parlement burundais s'est opposé hier à l'envoi d'une force africaine dont la mission serait d'enrayer le cycle de violence dans lequel le pays est plongé.

VINCENT GEORIS

Le président du Burundi, Pierre Nkurunziza, a beau être soutenu par des députés fanatisés, il n'en est pas moins un dirigeant isolé sur la scène internationale. La crise politique majeure que traverse son pays, depuis qu'il a décidé d'exercer un troisième mandat, a, à ce jour, coûté la vie à plus de 400 personnes.

Le Conseil de sécurité et de paix de l'Union africaine (UA) a annoncé vendredi le déploiement d'une force de 5.000 hommes, la Mission africaine de prévention et de protection du Burundi (Maprobu), pour tenter de rétablir la paix. Cette décision a été prise après que des nouveaux massacres ont coûté la vie à une centaine de personnes à Bujumbura, le 11 décembre dernier.

Le président burundais s'est opposé dimanche à l'arrivée de ces troupes, par l'entremise de son porte-parole Jean-Claude Karerwa. Les partisans de Nkurunziza sont ensuite intervenus en nombre sur les réseaux sociaux pour s'opposer à la mission panafricaine.

Lundi, les deux chambres du Parlement burundais se sont réunies en

congrès extraordinaire, pour la première fois depuis le début de la crise. L'objectif de cette réunion était de «laisser la parole au peuple» sur l'intervention des soldats de l'UA.

Ces assemblées sont largement dominées par le CNDD-FDD, le parti présidentiel.

Députés fanatisés

Le «débat» était retransmis à la télévision publique. Les députés ont critiqué avec virulence l'annonce du déploiement des milliers de l'UA.

«Le Burundi est un pays en paix», a dit le président du CNDD-FDD, Pascal Nyabenda. Une discussion a suivi, matinée de propos fanatiques.

«Ceux qui s'opposent au chef de l'État sont en train de combattre Dieu lui-même», a dit la députée Persille Mwidogo. Le seigneur m'a dit que le président Nkurunziza est un homme élu selon la volonté divine.» Le propos

n'a rien d'étonnant. Le président Nkurunziza est un chrétien converti. Ses partisans estiment qu'il a été choisi par Dieu et lui vouent un culte pratiquement religieux.

Les États africains sont-ils prêts à exécuter leur décision? Le Conseil de paix et de sécurité de l'UA a le droit d'intervenir sans l'accord du gouvernement burundais, pour autant qu'il obtienne le consentement de deux tiers des chefs d'État africains.

Les militaires de la force d'intervention proviennent d'Éthiopie, d'Ouganda et du Kenya. Les trois mêmes nations qui ont envoyé des troupes en Somalie dans le cadre de la mission Amisom. Selon des témoins, ces militaires seraient déjà prépositionnés. Contrairement aux forces de maintien de la paix de l'Onu, la Maprobu pourra utiliser la force pour exercer sa mission.

Le Burundi n'a pas l'intention de se laisser faire. «Si les troupes de l'UA venaient sans l'aval du gouvernement, il s'agirait alors d'une force d'invasion et d'occupation», a prévenu Jean-Claude Karerwa.

Mais le président Nkurunziza semble avoir perdu ses alliés les plus proches. La Tanzanie, qui s'est un temps opposée à l'envoi de troupes, s'est finalement ralliée à la décision de ses pairs, sous la pression de l'Union européenne et des États-Unis.